

Les investissements directs de l'étranger au Canada ont laissé une entrée nette de \$735 millions, soit un revirement qui, en regard de la sortie nette de \$125 millions enregistrée en 1978, représente la plus forte entrée nette annuelle depuis 1974. L'afflux net de 1979 se composait d'une entrée nette de \$818 millions liée aux besoins de formation de capital et de capitaux de roulement, ainsi que d'une sortie nette de \$83 millions attribuable aux rapatriements et à d'autres opérations spéciales. Le dernier chiffre sus-indiqué masque la poussée persistante des prises de contrôle attribuable aux achats massifs, par les résidents, d'avoirs étrangers au Canada. Ce rapatriement d'avoirs, qui s'est produit surtout dans le secteur du pétrole, a suscité une sortie nette de \$721 millions. Cette somme a été largement contrebalancée par une entrée nette de \$638 millions au titre d'autres opérations spéciales. Une partie de cette entrée découle de l'achat des intérêts minoritaires dans la Canadian Superior Oil Ltd. par la Superior Oil Co., et de la conversion contractuelle de dettes à court terme en un passif à long terme.

Les investissements directs du Canada à l'étranger ont produit une sortie nette de \$1,855 millions, soit une baisse par rapport au sommet de \$2,010 millions atteint en 1978. La majeure partie de la sortie nette de 1979 visait à répondre aux besoins en fonds de roulement ou en formation de capital. Parmi les plus grosses opérations inhabituelles, il convient de mentionner les entrées résultant de la vente, dans le premier trimestre de l'année, de la principale filiale brésilienne de Brascan Ltd. et de la filiale norvégienne de la société Alcan.

Pour l'ensemble de l'année, les nouvelles émissions vendues à l'étranger ont totalisé \$5,104 millions, contre \$6,591 millions en 1978. Une partie de ces entrées est attribuable au fait que le gouvernement du Canada a placé à l'étranger de nouvelles émissions d'obligations en devises d'une valeur de \$2.3 milliards en 1978 et de \$715 millions en 1979. L'exclusion de ces emprunts en monnaies étrangères par le gouvernement du Canada établirait le montant total obtenu sur les marchés étrangers des obligations par d'autres emprunteurs à quelque \$4.2 milliards tant en 1978 qu'en 1979. Le rachat de valeurs canadiennes détenues par des non-résidents a abouti à une sortie nette exceptionnelle de \$1,719 millions, comparativement à \$1,191 millions en 1978. Le commerce des valeurs immobilières canadiennes en circulation a conduit à une entrée nette de \$823 millions, contrairement à une sortie nette de \$361 millions en 1978.

Les opérations sur valeurs mobilières étrangères se sont soldées par une sortie nette de \$542 millions, ce qui contraste avec l'entrée nette de \$42 millions enregistrée en 1978.

L'aide au développement sous forme de prêts accordés à des conditions de faveur par le gouvernement canadien à des pays du Tiers Monde et à des organismes internationaux a engendré une sortie nette de \$549 millions, soit à peu près le même chiffre qu'en 1978. Sur ce total, \$321 millions sont allés à des organismes internationaux (dont près des deux tiers au Groupe de la Banque mondiale) et \$228 millions à des pays en développement. Les remboursements effectués par des gouvernements étrangers se sont élevés à \$33 millions; le plus clair de cette somme a été versé par le Royaume-Uni. Le financement des crédits à l'exportation à moyen et à court terme, consentis directement ou indirectement au risque du gouvernement canadien pendant le quatrième trimestre, a donné lieu à une sortie nette de \$780 millions, soit un peu moins que la sortie nette de \$808 millions observée en 1978.

Les autres mouvements de capitaux à long terme ont abouti à une entrée nette de \$1,960 millions, contre \$1,389 millions en 1978. Tout comme en 1978, le gros de cette entrée nette était attribuable à l'emprunt, sous forme de crédits à moyen terme, par les divers paliers de gouvernement auprès de banques étrangères (dont \$211 millions en 1978 et \$888 millions en 1979 ont été empruntés par le gouvernement du Canada).

Les mouvements de capitaux à court terme se sont soldés par un afflux net sans précédent de \$7.9 milliards, soit \$7.4 milliards de plus que l'année précédente. Des entrées nettes ont été enregistrées dans chaque grand secteur; sur ce total, les banques canadiennes ont reçu \$4.4 milliards et le marché monétaire \$548 millions. La compensation des emprunts faits par les autorités monétaires auprès des banques à charte du Canada s'est traduite par une entrée nette de \$1.3 milliard.